

Mars 2026

Budget 2026–2027

Une bouffée d'air avant
la replongée en apnée



Mars 2026

Budget 2026–2027

Une bouffée d'air avant la replongée en apnée

FINANCES PUBLIQUES ET RETOUR À L'ÉQUILIBRE

Le ministre des Finances a déposé son 8^e budget le 18 mars dernier. Malgré la guerre tarifaire menée par l'administration américaine, la future renégociation de l'accord de libre-échange Canada/États-Unis/Mexique et l'incertitude découlant des conflits ukrainien et iranien, le gouvernement ne prévoit pas de récession à court terme. Pour preuve de cet optimisme, les perspectives de croissance économique de 1,1 % cette année et de 1,6 % l'an prochain sont une anticipation un peu supérieure au consensus des économistes.

La première grande nouvelle du budget est bien entendu l'amélioration du cadre financier général du gouvernement. En mars dernier, Québec prévoyait un déficit de 13,6 G\$ pour l'année financière qui se termine à la fin du mois. Ce déficit est maintenant évalué à 9,9 G\$. Pour 2026–2027, on anticipait un déficit de 9,5 G\$, qui se situerait plutôt à 8,6 G\$.

Cette amélioration s'explique simplement : le gouvernement avait utilisé pour 2025 et 2026 des hypothèses de croissance économique très conservatrices. Les résultats étant meilleurs que ce qui était projeté, le gouvernement peut annoncer une amélioration de l'état des finances publiques — comme par hasard — à quelques mois des élections.

Mais tout n'est pas rose pour autant.

Pour atteindre l'équilibre budgétaire en 2029–2030, le ministre des Finances a choisi une approche très restrictive. Entre 2026 et 2031, il prévoit limiter la croissance des dépenses gouvernementales à 1,9 % par année. Il s'agit d'une discipline sans précédent sur une période aussi longue, d'une croissance si faible qu'elle est inférieure à celle observée durant les années les plus austères de la décennie 2010 — des années où le taux d'inflation était environ la moitié de ce qu'il est aujourd'hui!

Et comme le ministre des Finances n'a toujours pas identifié les sources des 2 G\$ de compressions nécessaires pour respecter son plan de retour au « déficit zéro », force est de constater que les prochaines années seront difficiles.

LE FINANCEMENT DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Le budget 2026–2027 nous réservait une grande surprise pour la santé et les services sociaux (SSS). Le ministre des Finances nous prépare au pire depuis mars 2025 et en novembre dernier, les signaux en provenance de Québec laissaient toujours présager un maigre 1,7% en hausse des dépenses pour la SSS. Considérant que le simple maintien d'un niveau de financement à la hauteur des besoins de la population exigeait plutôt un rehaussement de 4,7%, tout indiquait que 2026–2027 allait être une bien mauvaise année.

Surprise! Au lieu du 1,7% prévu, le gouvernement nous a annoncé une hausse de 4,1%. Comme dans le cas du cadre financier général, il semble que l'échéance électorale de cette année ait poussé le ministre des Finances à reporter d'un an les annonces susceptibles d'être moins populaires.

Puisque le scénario catastrophe ne s'est pas concrétisé, il est normal de pousser un léger soupir de soulagement. Cependant, tout n'est pas merveilleux pour autant. Si l'augmentation du budget de la SSS est alignée sur l'évolution des coûts de système, il reste un manque à gagner de 304 M\$ pour couvrir la croissance des besoins de la population tels que calculés dans notre bouclier budgétaire.

Rappelons en outre que, selon nos calculs, il manquait déjà 1,1 G\$ au financement de la SSS en 2025–2026, que le présent budget ne comble pas. Et le gouvernement prévoit de faire retomber la croissance du budget de la santé à 2,2% en 2027–2028. Tout indique donc que l'embellie annoncée sera de courte durée et ne permettra pas de réparer les pots cassés.

ANNONCES DIVERSES

Reconnaissons un talent à la CAQ: pérenniser un contexte de sous-financement tout en maintenant les apparences de réinvestissement. Cette année encore, en saupoudrant à gauche et à droite, on nous annonce pour près de 400 M\$ de mesures en SSS.

→ **Renforcer les soins de santé et les services sociaux:**

- 162,3 M\$ pour consolider l'offre de soins et de services dans les établissements publics du réseau de la santé et des services sociaux;
- 150,5 M\$ pour soutenir l'accès aux médicaments;
- 40 M\$ pour poursuivre les efforts visant à réduire la liste d'attente en chirurgie;
- 24,8 M\$ pour renforcer l'accès à la première ligne;
- 20 M\$ pour déployer les actions découlant de la Stratégie nationale de prévention en santé.

→ **Soutenir les personnes proches aidantes et les aîné·e·s en résidences privées pour aîné·e·s:**

- aucune somme en 2026–2027, mais 34 M\$ à partir de 2027–2028.

CONCLUSION

Pour son dernier budget d'ici aux élections, le ministre Girard a sorti un vieux truc de son chapeau : annoncer l'amélioration des finances publiques et utiliser cette marge de manœuvre pour remettre à plus tard la poursuite des politiques de compression. Ce sera donc au prochain gouvernement de trouver les milliards nécessaires au retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2029–2030. Le répit sera vraisemblablement de courte durée!



*Alliance du personnel
professionnel et technique
de la santé et des services sociaux*

SIÈGE SOCIAL

1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 1255
Longueuil, Québec J4K 5G4
Tél. 450 670-2411 **ou** 1 866 521-2411
Télé. 450 679-0107 **ou** 1 866 480-0086

BUREAU DE QUÉBEC

1305, boul. Lebourgneuf, bureau 200
Québec, Québec G2K 2E4
Tél. 418 622-2541 **ou** 1 800 463-4617
Télé. 418 622-0274 **ou** 1 866 704-0274

www.aptsq.com • info@aptsq.com